

Bernard Gilman et le musée

(Texte de Jean-Claude Duclos, à paraître, 1 avril 2024)

En juillet 1978, tandis que nous venons de présenter le Musée camarguais aux habitants du delta, un an avant son inauguration officielle, un appel du ministère de la Culture m'annonce la visite de M. Bernard Gilman. Je le reçois et lui fais visiter le musée dont les présentations, à quelques détails près sont quasiment achevées. Cependant, ce n'est pas la muséographie qui l'intéresse mais comment nous y sommes arrivés, avec quelles participations de la population et dans quels objectifs. Je lui parle alors de Georges Henri Rivière qui n'a cessé de nous conseiller durant la réalisation de ce musée, du concept d'écomusée duquel il est inspiré, de sa définition évolutive alors en cours, et de l'usage que nous tentons d'en faire, sans aller toutefois jusqu'à utiliser le nom d'écomusée. Je l'intéresse, me semble-t-il, en lui expliquant y avoir renoncé parce que l'initiative de créer ce musée ne venait pas de la population locale mais d'une prescription la charte du Parc naturel régional dont relève le musée, alors initiée par la Datar¹. Ne correspondant pas vraiment à la définition qu'en donne Georges Henri Rivière : « *un instrument qu'un pouvoir et qu'une population conçoivent, fabriquent et exploitent ensemble* », nous avons en effet préféré l'appeler Musée camarguais / *Museon camarguen*².

Bernard Gilman m'écoute, parle peu et n'intervient que pour me relancer mais ne réagit pas à ce que je lui raconte, si bien que je ne parviens pas à savoir ce qu'il pense de notre expérience. Ce n'est que l'année suivante, tandis que le Musée camarguais reçoit le Prix européen du Musée de l'année, que je reçois un mot de lui m'adressant ses félicitations sincères et chaleureuses. Mais j'ignore encore qu'il est toujours missionné par le Conseil de l'Europe lorsqu'il vient en Camargue, qu'il suit de près l'expérience-phare de l'Ecomusée du Creusot, et n'apprendrai l'existence du rapport qu'il vient de remettre en 1977, « *Le musée, agent d'innovation culturelle* » qu'en 2024 ! C'est grâce à la référence qu'en donne Guy Saez, et à l'aide de Geneviève Gentil qui en obtient une version numérisée du Comité d'histoire du ministère de la Culture, que j'en prends connaissance. Jamais il ne m'en avait parlé au cours des échanges que nous avons repris à partir des années 1990. Bernard, il est vrai, n'était pas homme à se vanter de ce qu'il avait réalisé et a toujours été rétif aux honneurs et aux décorations.

Le musée, agent d'innovation culturelle

Intitulé « *Le musée, agent d'innovation culturelle* » et daté de « *Grenoble, le 25 août 1977* », Ce polycopié de 38 pages, n'a pas eu de diffusion et, après vérification, ne fait l'objet d'aucune référence dans les ouvrages de muséologie. Ce n'est donc qu'aujourd'hui, près de 50 ans après, que des professionnels de la muséologie le découvrent et en mesurent le caractère visionnaire³. Tous ceux auxquels je l'ai communiqué n'ont pas caché leur surprise d'y voir formulées des idées auxquelles

¹ Datar, Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. Cette instance gouvernementale, créée en 1963 et rattaché au Premier ministre, « *prépare, impulse et coordonne les politiques d'aménagement du territoire menées par l'État* ».

² Appelé aujourd'hui Musée de la Camargue.

³ Je l'ai notamment fait parvenir à Serge Chaumier, sociologue et spécialiste de la muséologie, créateur de la base de données MuseoCheck, Jean Guibal, ancien conservateur du Musée dauphinois et directeur de la culture du département de l'Isère, Alexandre Delarge, conservateur honoraire et ancien président de la Fédération des écomusées et musées de société, Marie-Sylvie Poli, professeure émérite et chercheuse en muséologie, ...

seules quelques personnes commencent alors tout juste à penser, dans les années 1970. Annoncer notamment, dès le début de son rapport, qu'il faut commencer par inverser les priorités au musée et faire passer la population de son environnement social, avant les collections, est proprement révolutionnaire. Cette position est toujours aujourd'hui d'avant-garde. Je n'insisterai pas davantage sur ce rapport de 1977, déjà si parfaitement analysé par Guy Saez, sauf pour me demander comment il est arrivé à se faire une telle idée de la fonction du musée ? En découvrant la réalité des musées grenoblois tandis qu'il devient Maire-Adjoint à la culture ? Lors de la préparation de cette mission pour le Conseil de l'Europe, dans les musées qu'il visite, en France et en Italie ? Dans les lectures qu'il cite ? Nous nous permettrons, pour en avoir parlé avec lui, constaté qu'il l'avait marqué et, sinon inspiré, conforté dans sa conception du rôle du musée, d'évoquer ici le IX^{ème} congrès de L'ICOM⁴, tenu à Grenoble en septembre 1971.

Observant que l'institution muséale n'est plus en phase avec la société, face aux changements rapides qu'elle connaît partout, Hugues de Varine, alors directeur de l'ICOM, obtient de sa hiérarchie l'autorisation d'organiser la conférence générale de 1971 autour du thème : « *Le musée au service des hommes, aujourd'hui et demain* ». Pourquoi à Grenoble ? Parce que, dit-il, aucune autre ville de France n'a témoigné jusque-là d'un tel développement culturel et surtout ne dispose d'infrastructures suffisantes comme la Maison de la Culture, pour recevoir plus de 600 congressistes venant du monde entier et d'un village olympique pour les loger⁵.

Bernard assiste aux séances plénières et entend notamment, lors de la première d'entre elles, Stanislas Adotevi⁶ poser la question suivante : « *Le musée s'adresse à l'homme, mais à quel homme ?* » pour finir par expliquer, devant une assistance houleuse, en quoi le musée est « *l'instrument du colonialisme culturel* ». Il entend aussi Mario Vasquez⁷ s'écrier, en 1971, c'est à souligner : « *Nous vivons tous ensemble sur une planète que nous détruisons de nos propres mains ; l'homme change et son environnement aussi, nous sommes conservateurs et avons donc l'esprit conservateur. Mais alors à quoi bon conserver, pourquoi, pour qui ? (...) Comment un musée peut-il ne pas être concerné par les problèmes sociaux ?* ». Bernard a certainement dû adhérer aussi aux propos de John Kinard⁸ qui dit encore, à Grenoble : « *Nous avons besoin de musées capables de prendre des risques, de faire le pont entre les riches et les pauvres, entre les instruits et les non-scolarisés, entre les cultures privilégiées et défavorisées, entre le grand art et l'art populaire* ». Le président de séance qui n'est autre que Georges Henri Rivière, la conclut ainsi : « *Un constat s'impose : le musée traditionnel n'a plus sa raison d'être. Pour que le musée, en tant qu'institution d'intérêt public, soit véritablement "au service de l'homme aujourd'hui et demain", il doit prendre, face aux finalités de son action, une attitude constamment critique* ».

⁴ International Council of Museums / Conseil international des musées. L'ICOM est une ONG liée à l'Unesco qui rassemble depuis 1946 la communauté internationale des musées et de leurs professionnels.

⁵ Interrogé à ce sujet en janvier 2024, Hugues de Varine garde un très bon souvenir de Bernard Gilman et du militant de l'éducation populaire qu'il a salué par ailleurs dans son blog, mais ne souvient pas du rôle qu'il a pu jouer dans l'organisation du IX^{ème} congrès. Il reconnaît cependant avoir laissé l'Inspection générale des musées et son chef, Pierre Quoniam alors très lié à Bernard Gilman, le soin de la gérer en liaison avec la Ville.

⁶ Stanislas Adotevi (1934-2024), philosophe et homme politique béninois, auteur, notamment, de « *Négritudes et négrologues* ».

⁷ Mario Vasquez Ruvalcaba (1923-2020), muséologue mexicain, concepteur du « musée intégral », cité par BG dans son rapport sur « *Le musée, agent d'innovation culturelle* », p. 4.

⁸ John Kinard (1936-1989), pasteur et directeur de musée, fondateur de *l'Anacostia neighborhood museum*, dans la banlieue de Washington, à partir duquel il développe le concept de musée communautaire.

Ces idées qui témoignent de l'état d'esprit que semblent alors partager nombre de professionnels de musée, continueront de cheminer, à Santiago du Chili notamment, l'année suivante, puis dans ce qui prendra un temps le nom de « nouvelle muséologie », mais toujours à la marge. Bernard continuera cependant de les partager et, en tant qu'élus à la culture puis émissaire du gouvernement, de créer les conditions de leur application. Le second et non le moindre apport de son rapport, est en effet d'expliquer comment ces nouvelles fonctions du musée peuvent être mises en pratique dans le cadre d'une politique culturelle. Il faudrait demander aux sociologues de la culture si d'autres élus ont témoigné de pareilles réflexions. Personnellement, je n'en ai pas trouvé.

Et à Grenoble ?

« *Nous soutenions les initiatives des quartiers, mais veillions aussi au développement et à l'implantation d'équipements plus lourds, comme la Maison de la Culture, le Musée des beaux-arts, le Musée dauphinois...* », dit le nouvel adjoint à la culture qu'il est de 1965 à 1977. Je parlerai peu, ici, du musée des Beaux-arts sauf pour rappeler combien il attache d'importance à l'art contemporain dans sa volonté qui n'a jamais variée au cours de ses deux mandats, de démocratiser la culture. Le Symposium de sculpture, au cours duquel il fait intervenir des plasticiens dans les rues de la Ville, en est un superbe exemple. BG fait par ailleurs confiance aux conservateurs d'état qui se succèdent dans ce musée, à Gabrielle Kueny⁹ notamment qui le reçoit au musée en 1965, et à qui il annonce le doublement de son budget d'acquisition. Mais il était si restreint, tempère-t-il, que même doublé, il restait très modeste. Il s'en remet ensuite à Maurice Besset¹⁰ mais entretient une relation privilégiée avec son adjointe, Marie-Claude Beaud¹¹ qui ne tarira pas d'éloges sur lui¹². Il trouve aussi un allié en la personne de Pierre Gaudibert en qui il apprécie le grand érudit de l'art autant que sa passion communicative pour l'Afrique.

Pas d'avenir sans prise en compte du passé

« *Nous accordions aussi beaucoup d'importance au Musée dauphinois parce que nous voulions que le passé soit aussi très présent à Grenoble, dans une ville qui voulait être une ville d'avenir, une ville du futur.* », dit-il.

En juillet 1970, aux Rencontres d'Avignon, auxquelles Guy Saez rappelle sa participation assidue, Bernard déclare : « *Dans une ville comme Grenoble, ville jeune dont la population est pour une bonne part d'implantation récente, il est important de faire connaître un certain enracinement dans l'histoire. Nous avons restauré dernièrement un couvent pour y installer le Musée dauphinois. Il ne s'agit pas que d'un musée d'arts et de traditions populaires mais d'un lieu où nous essaierons de situer dans leur contexte historique, les problèmes actuels de la région* ». Ainsi attend-il du musée qu'il permette, à partir du partage d'un passé commun, d'aborder l'actualité. Un an avant le IX^{ème} congrès de l'ICOM, il a déjà une idée claire de la fonction sociale du musée. D'accord pour « les arts et traditions populaires » mais à condition qu'ils permettent d'aborder les questions que vivent les habitants du territoire dont dépend le musée. Venant d'un élu, cette déclaration, qui témoigne aussi

⁹ Gabrielle Kueny (1899-1987), historienne de l'art, conservatrice.

¹⁰ Maurice Besset (1921-2008), historien de l'art, conservateur du Musée de Grenoble de 1969 à 1975.

¹¹ Marie-Claude Beaud, née en 1946, historienne de l'art, spécialisée en art contemporain. Elle est alors l'adjointe de Maurice Besset et connue pour cofonder et diriger, en 1984, la Fondation Cartier pour l'art contemporain.

¹² Cf. Anne Martin-Fugier, *Quelques-unes... Femmes de l'art contemporain*, Gallimard, 224 p.

de la volonté politique de rassembler une population diversifiée, accrue d'arrivées successives dues notamment au développement économique des années 1960, me semble de la première importance. Elle nous permet, entre autres, de traiter de l'immigration au musée.

La visite qu'il effectue, sitôt élu, de l'ancien couvent de Sainte-Marie-d'en-Bas, rue Très-Cloître, où se trouve le Musée dauphinois, le touche et le scandalise à la fois. Il y reconnaît, non sans émotion, les collections alpines rassemblées par Hippolyte Müller¹³, mais voit aussi dans le fatras des outils, des coffres, des quenouilles, et des lits-clos rongés par les vrillettes, combien elles sont menacées et ne disent plus rien de ce qu'elles devraient. Constatant aussi qu'il n'y a plus qu'un concierge pour le faire fonctionner et que la personne qui en est le « conservateur » est aussi connu pour ses activités d'antiquaire, il décide aussitôt de le fermer. Et l'on aurait pu en rester là. Quelques personnes n'auraient certainement pas manqué de faire valoir l'importance des travaux et des collectes d'Hippolyte Müller et de protester contre la fermeture du Musée dauphinois mais auraient-elles eues la capacité d'obtenir sa réouverture, tandis que la Ville se préparait à accueillir les Jeux olympiques d'hiver ? Georges Henri Rivière avait bien suggéré, dans les années 1940, d'aménager l'ancien couvent de Sainte-Marie d'en-Haut, alors « médina d'Italiens », dit-il, pour accueillir le Musée dauphinois. Mais en 1965, le bâtiment est à l'état de ruine si bien qu'Albert Michallon, le maire précédent, avait envisagé de le raser. Une fois ses derniers occupants relogés, Bernard charge les étudiants de l'Ecole d'architecture de Grenoble de travaux de déblaiement et de relevés mais la réhabilitation de l'ancien couvent s'avère vite hors de portée. Il ne semble pas alors que la décision de le restaurer ait été soumise au Conseil municipal, « *ça s'est fait petit à petit, par grignotage...* » dit Bernard, d'une volonté qu'il sait faire partager. Il faut donc aujourd'hui l'affirmer haut et fort : s'il n'avait pas décidé de prendre à bras le corps la destinée du Musée dauphinois, ce musée ne serait probablement plus aujourd'hui qu'un lointain souvenir. Nous lui devons ce qu'il est devenu autant que ce que nous avons pu y faire à la suite de Jean-Pierre Laurent, sur la trajectoire où il le place dès 1970.

Prévenir les risques

En 1965, toujours, des représentants d'associations d'anciens résistants et déportés souhaitent pérenniser l'expérience qu'ils font de l'exposition présentée depuis 1963 aux Archives départementales de l'Isère, en créant leur propre musée avec l'aide de la Ville. Bernard les reçoit et, comprenant vite que le musée qu'ils veulent réaliser doit rester leur affaire, tant la mémoire et l'histoire de la Seconde Guerre mondiale demeurent encore difficile à concilier, leur offre l'appartement natal de Stendhal, 14 rue Jean-Jacques Rousseau. C'est là qu'Hubert Dubedout inaugure en 1966 le Musée de la Résistance et de la Déportation et là que ce musée demeure ouvert au public et aux établissements scolaires jusqu'en 1994. Voyant leur âge avancer et leurs moyens diminuer, ces anciens résistants constatent alors qu'ils ne pourront pas continuer longtemps à le gérer et l'animer eux-mêmes. Aussi demandent-ils, au début des années 1990, au Président du Conseil général de l'Isère et Maire de Grenoble, Alain Carignon, de le départementaliser. Il l'accepte et nous charge d'en préparer la faisabilité. Afin de tester préalablement les réactions des uns et des autres, nous réalisons en 1993 au Musée dauphinois une exposition, dite de préfiguration, « *Les Années noires -La répression à Grenoble, durant l'Occupation* » au cours de laquelle, le 15 février 1994, je reçois un courrier de Bernard Gilman dont voici l'essentiel :

« En montrant la part prise par certains Grenoblois dans la collaboration avec la Gestapo, vous avez montré que le fascisme n'existe pas que chez les autres, qu'il n'est pas un accident exceptionnel de

¹³ Hippolyte Müller (1865-1933), bibliothécaire de l'Ecole de Médecine de Grenoble, préhistorien et ethnographe autodidacte, obtient en 1906 de la Ville de Grenoble les locaux de l'ancien couvent de Sainte-Marie d'en-Bas pour y installer son Musée dauphinois.

l'histoire, mais qu'il est en cours dans notre société. C'est un rappel à la lucidité, à la modestie, à la vigilance.

En réponse à quelques remarques lues dans le cahier de l'exposition – Inutile de revenir sur le passé... – il faudrait qu'une partie du musée, sans cesse renouvelée, avec le même souci de qualité d'exposition, nous montre que le fascisme est sans cesse toujours présent dans le monde. Hélas, les exemples ne manquent pas. La Ligue des Droits de l'Homme, Amnesty International ne manquent pas de renseignements et de documents. En fait, il ne faudrait pas que ce musée devienne un musée « d'anciens combattants » mais de combattants permanents. Je m'excuse de ces propos qui vont de soi pour vous j'imagine. Si je tenais à vous les écrire, c'est qu'en fin de parcours de ma vie professionnelle et militante, j'ai le regret de n'avoir pas su mettre mes forces et mes moyens quand j'en disposais, au service d'une plus grande ouverture au monde, d'une meilleure attention aux vrais combats qui s'y livraient. »

De tels propos me touchent et m'encouragent à poursuivre dans cette voie. Je m'apercevrai par la suite qu'ils ne sont pas restés aussi partagés qu'on pourrait le souhaiter.

Les murs ne sont que les murs

« Les murs ne sont que les murs. Ce que nous leur demandons, c'est de se faire oublier pour laisser libre cours à l'initiative, à l'action, à l'imagination des animateurs » dit Bernard Gilman à Bernard Chardère en 1977. Cette citation aide seule à comprendre la place majeure qu'il accorde à la formation et l'énergie qu'il y consacre, mais Guy Saez l'a suffisamment évoqué pour que nous n'y revenions pas. Ce que je comprends encore un peu mieux de cette phrase et des échanges que j'ai la chance d'avoir eu avec lui, c'est comment la lecture, le dialogue, l'apprentissage de l'altérité, l'émotion artistique et même le rêve peuvent nous rendre capables de prouesses à l'égard de nos contemporains et que c'est cela qu'il nous faut transmettre.

C'est à la suite d'une réunion au Musée dauphinois des associations locales en liens avec l'Afrique, puis de la lecture du livre d'Adame Ba Konaré¹⁴ que nous en trouvons l'occasion en 2009, avec lui et Cécil Guitart. Une exposition est aussitôt envisagée, nourrie de quatre séminaires successifs auxquels prennent part près de quatre-vingts associations. Bernard participe à chacun d'eux, partage le titre de l'exposition « *Ce que nous devons à l'Afrique* » que nous reprenons d'Erik Orsenna avec son accord, cosigne avec moi l'avant-propos de la publication, participe à l'accueil d'Adame Ba Konaré à Grenoble, et à tous les événements qui suivent l'inauguration, le tout dans un enthousiasme débordant que viendra cependant briser la disparition subite de l'ami Cécil, le 12 décembre 2010. Déjà affecté par le décès de François Hollard en 2009, puis de René Rizzardo en 2010, Bernard en est profondément touché mais trouve l'énergie nécessaire pour éditer avec nous « *Les combats de Cécil Guitart* »¹⁵. Puisse cet ouvrage sur Bernard Gilman, autant qu'il a tenu à le faire pour chacun de ses partenaires et amis, militants et combattants, lui rendre justice et témoigner de ce qu'il a semé sa vie durant pour la culture.

jc.duclos@orange.fr - Mars 2024

¹⁴ Adame Ba Konaré, *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du Président Sarkozy*, Essais solidaires, La Découverte, 2008-2009, 348 p.

¹⁵ Collectif, *Les combats de Cécil Guitart - Une vie pour la culture, 1944-2010*, Grenoble, Musée dauphinois, 2011, 164 p.